

## OULD KABLIA À PROPOS DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SIÈGES À L'APN :

# «Le gouvernement se prononcera avant la convocation du corps électoral»

**Jusqu'ici objet de supputations médiatiques itératives et appuyées, la révision à la hausse du nombre des sièges parlementaires s'avère finalement un dossier sur lequel le gouvernement se penche sérieusement. Ce dernier s'y prononcera avant la convocation du corps électoral, selon le ministre de l'Intérieur Dahou Ould Kablia.**

**Sofiane Aït-Ifllis - Alger (Le Soir)** - Dit de la sorte et par le ministre de l'Intérieur, il ne fait quasiment pas de doute que la prochaine Assemblée populaire nationale (APN) sera plus «garnie» que celle dont le mandat s'achève. Le ministre de l'Intérieur, qui s'est exprimé hier lundi en marge de la séance plénière du Sénat dédiée à

l'adoption de la loi budgétaire et du code de wilaya, n'est cependant pas allé jusqu'à avancer dans quelle proportion s'opérera le renforcement de la composante élue de l'APN. La presse a eu à annoncer une augmentation conséquente du nombre des sièges de députés. Une assertion, jamais démentie, que Dahou Ould Kablia confirme désormais à

demot. Plus à l'aise à s'expliquer sur les partis politiques, notamment ceux d'entre eux en quête du fameux sésame qui leur permettra de tenir leurs congrès constitutifs, le ministre de l'Intérieur a fait savoir que son département rendra publique mercredi une seconde liste de partis autorisés à organiser leurs conclaves organiques. Le mardi passé, le ministère de l'Intérieur a rendu publique une première liste de dix nouveaux partis autorisés à tenir leurs congrès constitutifs, dont le PLJ de Mohamed Saïd, le FJD de Abdallah Djaballah et l'UDR de Amara Benyounès.

Ceci pendant que le FNC de Abdelmadjid Menasra a raté, à la surprise générale, de figurer dans ce premier lot. Dahou Ould Kablia, comme à l'accoutumée, a souligné que la délivrance d'autorisations pour l'organisation de congrès constitutifs, voire des agréments «n'est pas une affaire de nombre» mais «obéit à la loi». Par ailleurs, opportunité lui étant offerte, le ministre a répliqué à Sid-Ahmed Ghozali, le président du Front démocratique (FD), qui a estimé qu'il n'est pas tenu de se plier à la nouvelle procédure pour solliciter l'agrément pour son parti, tant est que, a-t-il considéré, il a tenu son congrès en 2000. «Il n'a rien d'autre à faire», a



Photo : Samir Sid

Dahou Ould Kablia.

clamé Dahou Ould Kablia à propos de Sid Ahmed Ghozali, ajoutant : «Où sont-ils donc les cadres et les dirigeants de ce parti ? On ne connaît du FD que le président». Cela étant, interrogé sur la réponse que les autorités algériennes allaient opposer à la commission rogatoire internationale du juge français Marc Trévidic, qui désire exhumer et autopsier les crânes des sept

moines de Tibhirine assassinés en 1996, le ministre de l'Intérieur a indiqué, prudent, qu'il relève de la compétence du ministère de la Justice de prendre une décision. «C'est le ministère de la Justice qui examinera la demande, conformément aux lois internationales et conventions judiciaires bilatérales entre l'Algérie et la France.»

S. A. I.

### RENOUVELLEMENT DES INSTANCES DU SÉNAT

## Le FLN et le tiers présidentiel raflent la mise

Le FLN et le tiers présidentiel se partagent les présidences des commissions permanentes du Sénat. Sur les neuf commissions, ils ont hérité de quatre présidences chacun. Une seule est revenue au RND.

Idem pour les vice-présidences du Conseil de la nation. Le FLN et le tiers présidentiel placent deux vice-présidents chacun, alors que le RND s'est suffi d'une seule vice-présidence, revenue au sénateur Mahmoud Zidane. Pour le FLN, ce sont les sénateurs Adem Kobbi et Bouzid Bedaïda qui épauleront Bensalah. Côté tiers présidentiel, ce sont les sénateurs Abderrazak Bouhara et Leïla Tayeb qui sont élus au poste de vice-président.

S. A. I.

### APW DE TIZI-OUZOU

# Le RCD tire à boulets rouges sur le FLN, le FFS et Hannachi

**Le groupe RCD, par l'intermédiaire de son chef, le D' Nacer Hadj Saïd, a dans une conférence de presse, tenue dimanche, fustigé les élus FLN, FFS, RND qu'il a accusé de «traîtres pour la région». Le président de la JSK, Moh Chérif Hannachi, a eu droit, lui aussi, au même traitement.**

Le vote du budget de la wilaya par une nouvelle coalition, désormais «composée des élus FFS et FLN», le RND évacué de facto, «puisqu'il est représenté par un seul élu», a fait sortir de «leurs gonds» les élus du parti de Saïd Sadi qui ne possède, désormais, qu'une majorité relative dans cette assemblée.

Le divorce consommé de l'alliance avec le FLN, «une alliance arithmétique», selon le chef de groupe à l'APW, «est motivé par le refus de tous les élus des autres partis siégeant dans cette assemblée de signer avec nous pour la création d'une commission d'enquête sur la corruption». Dans sa déclaration liminaire, le groupe RCD à l'APW de Tizi-Ouzou dénonce la répartition du budget 2012.

«Le maigre budget de la wilaya de Tizi-Ouzou est réparti, durant cette session, sans aucune considération économique, mais plutôt sur la base de petits calculs politiques, distribuant à tout vent les quelques ressources de la région pour plaire qui aux copains, qui pour recevoir en retour quelques dividendes», lit-on dans ladite déclaration.

Les rédacteurs de cette «proclamation», «il y aura qui chanteront leur amour de la JSK, d'autres diront qu'ils sont plus musulmans que les autres, les militants de la 25<sup>e</sup> heure, crieront, haut et fort, qu'ils sont les gardiens du temple de tamazight», et de poursuivre : «Il y en a même qui donneraient des leçons au RCD sur l'amazighité, sur la démocratie, l'honnêteté et l'amour de la Kabylie. Et de qualifier de «minable» un élu FLN qui s'est attaqué à

Ferhat Mehenni. Le groupe RCD qui se dit «respectueux des lois en vigueur» s'oppose à toute affectation budgétaire pour les secteurs qui reçoivent les crédits, directement de leurs ministères respectifs. Pour lui, «certaines directions sont partisans de l'immobilisme et que les enveloppes qui leur sont déjà allouées en 2010 ne sont consommées qu'à moins de 2%».

Les élus APW du RCD dénoncent dans ce sillage «les milliards qui dorment dans les

directions de la culture et des affaires religieuses» et le coup farameux de réparation du théâtre Kateb-Yacine qui serait de l'ordre de 38 milliards de centimes. «Pour ce qui est de la JSK, le groupe RCD l'aurait subventionnée, avant qu'elle ne soit privatisée, achetée, pour une bouchée de pain, par un encagoulé, qui insulte à tout-va les élus APW».

La référence est faite à notre confrère *Ech-Chourouk*. «Aujourd'hui, ce club est vendu et avec, en bonus, la publicité d'un *Ech-Chourouk*

exerçant à la limite de la délinquance...», poursuivent les rédacteurs de la déclaration. Enfin, ces élus n'ont pas épargné le président de la JSK, Hannachi, qualifié de «l'ami de Bouteflika».

«S'il veut des milliards, qu'il aille les chercher chez son employeur, Bouteflika, qu'il met dans toutes les sauces et qu'il (foot) la paix aux petits clubs qui représentent réellement notre wilaya.» (sic).

K. Bougdal

### CONSTANTINE

# Le Mouvement des nationalistes libres en prospection

**En attendant de décrocher le quitus du département de l'Intérieur lui permettant de tenir son congrès constitutif prévu fin février, le Mouvement des nationalistes libres, MNL, formation politique née dans le sillage du printemps arabe, parachève l'installation de ses structures de base.**

Loin d'être découragés de ne pas figurer dans la première liste des partis agréés par le ministère de l'Intérieur la semaine dernière, les fondateurs de cette nouvelle formation politique qui font des credos «liberté, changement, justice» les leurs, multiplient les sorties sur terrain.

Dimanche soir, ils étaient à Constantine où ils ont organisé une rencontre avec les adhérents du mouvement et autres sympathisants dans la salle de conférences du palais de la culture Malek-Haddad qui s'est avérée exiguë

pour les contenir. Objectif de la rencontre : «Peaufiner l'organisation de ses structures de base, faire l'exposé des motifs ayant conduit à la création du MNL et par la même expliquer la démarche que prône le mouvement», selon M. Ghermoul Abdelaziz, président du mouvement, la formation vise entre autres «l'instauration d'un système républicain, démocratique et social basé sur un multipartisme politique réel qui protège les droits et les libertés fondamentales».

Se présentant comme une «force alternative visant le changement», cet ancien président de l'Union des écrivains algériens n'y est pas allé par quatre chemins pour fustiger le pouvoir et ses clients dont des formations politiques nouvellement agréées. «La majorité des partis que l'on présente comme étant nouveaux ne le sont pas.

En réalité, ce sont des formations dont la date de consommation est dépassée et n'ont plus d'ancrage dans la société et qui profitent de l'occasion pour se refaire une virginité. Ces formations ne sont pas nouvelles par leurs

idées, encore moins par les personnes qui les représentent. Elles sont issues du système et se régénèrent avec les pratiques exécrables», dira M. Ghermoul.

S'agissant des réformes politiques, le chef de file du MNL a estimé que ces dernières ont été vidées de leur substance, notamment la loi portant sur les partis politiques.

A ce titre, il considère que ladite loi est liberticide. «Une loi sécuritaire plus qu'une loi de droit et de justice à partir du moment où l'on sait que le président d'un parti est perçu (par la loi) comme étant un éventuel criminel.»

Interrogé en marge de la rencontre sur l'éventualité d'un refus d'agrément, le président du MNL s'est dit «confiant» de figurer dans la prochaine liste, étant donné, dira-t-il «qu'aucune opposition n'a été soulevée par le ministère de l'Intérieur.

En attendant, conclut-il, le mouvement prépare activement les prochaines échéances électorales même s'il trouve au passage que la durée impartie pour se faire est très limitée».

Farid Benzaid